Roubini très pessimiste sur l'avenir de la zone euro

06/03/2010 à 16h00

Le professeur à la New York University Nouriel Roubini a dit qu'il n'a jamais été aussi pessimiste sur l'avenir de l'union monétaire européenne, en avançant que l'Espagne constituait une menace imminente pour la région euro dans son ensemble.

«*Dès cette année ou d'ici deux ans à partir de maintenant, nous pourrions avoir une rupture de l'union monétaire*,» a déclaré Roubini dans une entrevue avec Bloomberg à la réunion annuelle du Forum économique mondial de Davos, en Suisse. «*C'est un risque croissant.*»

La préoccupation de Roubini contraste avec l'avis du président de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet, qui a dit que cela était «*absurde*» d'imaginer que les 16 pays de la zone euro pourraient voler en éclats.

> ***La spéculation d'une rupture est montée sur les marchés financiers alors que la Grèce s'efforce de réduire le plus grand déficit budgétaire et des pays de l'Espagne à l'Irlande font face à l'alourdissement du fardeau de la dette.***

«*La zone euro pourrait essentiellement faire face à une bifurcation, avec un centre fort et une périphérie plus faible. Finalement, certains pays pourraient sortir de l'union monétaire*,» a déclaré Roubini, qui avait prédit la crise financière récente un an avant qu'elle ne commence. «*C'est le tout premier test*» du bloc de la monnaie unique. Des économies, dont l'Espagne et la Grèce, sont menacées par les déséquilibres budgétaires et la diminution de la compétitivité, estime Roubini. L'adhésion à l'euro signifie

qu’ils ne peuvent plus dévaluer leur monnaie pour leurs exportations afin de sortir de la récession.

Le déficit du budget de la Grèce fait plus de quatre fois la limite autorisée par l’Union européenne de 3 pour cent du produit intérieur brut l’an dernier. La dette du pays est fixée en haut à 120 pour cent du PIB cette année, la plus haute dans la région euro et deux fois la limite pour adopter la monnaie unique. Le 14 janvier dernier, Trichet a jugé comme une hypothèse «*absurde*» l’argument selon lequel la Grèce pourrait être forcé de sortir de la zone euro. Le pays doit rester dans l’Union car ses problèmes seront clairement plus facile à résoudre », a déclaré dans le Financial Times gouverneur de la banque centrale George Provopoulos le 22 janvier. Roubini a mis l’accent sur la Grèce, mais l’Espagne pourrait à terme constituer une menace plus grande pour la zone euro, car c’est la région la quatrième plus grande économie et ce pays a un chômage plus élevé avec des banques les plus faibles. Le Taux de chômage de l’Espagne est de plus de 19 pour cent, presque le double de la moyenne européenne. «*Si la Grèce périt, c’est un problème pour la zone euro,*» a-t-il dit. «*Si l’Espagne périt, ce sera un désastre.*»

Roubini a décrit l’augmentation du risque souverain comme un phénomène «*nouveau*» pour les économies avancées qui va compliquer leurs recouvrements, alors que sévit la pire récession depuis la Seconde Guerre mondiale. Les soi-disant justiciers obligataires, ou des investisseurs qui punissent les gouvernements de l’immersion de leur dette se sont endormis au volant. La prime de risque que les investisseurs demandent pour acheter 10 ans de dette de la Grèce au détriment des obligations comparables allemands a progressé à un vers 312 points de base le 22 janvier. «*Finalement, ils pourraient se réveiller au Japon et aux États-Unis et vendre leurs obligations comme ils le faisaient avec la Grèce*.» Nous avons d’autant plus d’énormes problèmes budgétaires dans la plupart des économies avancées, et nous ne sommes pas vraiment

sortis d’ affaire vis-à-vis de cela, dit-il.

Hier, Standard & Poor’s a abaissé ses perspectives de notation de Dette souveraine sur le Japon. Roubini s’est dit «*inquiet*» au sujet de la deuxième plus grande économie du monde, alors que la déflation guette et la population vieillit. Si l’on peut actuellement financer l’économie grâce aux épargnants, à un certain moment, ils pourraient «*fuir le yen,*» faire grimper les taux d’emprunt et ainsi paralyser l’économie.

Québec Droite